

CONSEIL NATIONAL DES VILLES

**Réalités des activités illégales liées
au trafic des stupéfiants dans certains quartiers**

Le quartier des Blagis à Bagneux

**Enquête de terrain : Maguy GADAR et Omri EZRATI
Rédaction : Anne COPPEL**

Septembre - Décembre 1993

TABLE des MATIÈRES

1. Descriptif du site	
1.1.Situation des Blagis	p.03
1.2. Urbanisation	p.03
1.3. Population des Blagis	p.04
1.4. Activités économiques et équipements	p.07
2. Évaluation de l'ampleur du phénomène drogue	p.08
3. Usages de drogue et profil des consommateurs	
3.1. Pour une évaluation du nombre des consommateurs	p.09
3.2. Profil des consultants de la Clinique Liberté	p.11
3.3. Synthèse des données existantes sur le profil des toxicomanes	p.13
4. L'organisation du trafic	
4.1.Les lieux du trafic	p.15
4.2. Produits, origine, quantités, prix	p.16
4.3. Les réseaux de revente	p.17
4.4. L'impact de la répression sur le trafic	p.18
5. Sentiment d'insécurité, délinquance et drogue	
5.1. Habitants, trafiquants et usagers	p.19
5.2.Violence, délinquance et règlements de compte	p.19
5.3. La ville face à la drogue et à la toxicomanie	p.21

LE QUARTIER DES BLAGIS À BAGNEUX

1. Descriptif du site

1.1. Situation des Blagis

Le site retenu est celui du quartier des Blagis de la ville de Bagneux. Il s'agit d'un site DSQ qui s'étend par ailleurs sur les trois communes limitrophes, Fontenay-aux-Roses, Sceaux et Bourgl-la-Reine. Une procédure de Contrat de ville est en cours de négociation. Les informations urbanistiques et socio-démographiques sont extraites du diagnostic du DSQ ainsi que du projet de contrat de ville.

Le quartier des Blagis est situé sur une butte d'altitude de 110 mètres dominant le vallon du Rû de la Fontaine du Moulin. Les cités se sont construites sur les versants les plus pentus, alors que le quartier ancien s'était réalisé au bas de la colline. Il s'agit d'un grand ensemble sur 20 hectares, soit vingt bâtiments dont trois grandes barres reliée entre elles par des passerelles. Le quartier des Blagis dessine une demi-couronne qui entoure la colline de Bagneux. Au sommet, domine l'entreprise de la Thomson.

1.2. Urbanisation

L'urbanisation de ce quartier, autrefois occupé par des carrières, date des années cinquante-soixante. Les logements se sont voulus fonctionnels; ils obéissent aux règles de standardisation des constructions de l'époque mais avec une attention à la qualité de la vie : la vue est dégagée. L'accès aux appartements a été conçu comme une promenade par un système de passerelles qui relie les immeubles entre eux. Ces passerelles constituent un poste d'observation qui permet de dominer tout le paysage. Les barres, parmi les plus grandes d'Europe, de 250 m à 400 mètres font du quartier une véritable place forte entourée de coursives. Les passerelles permettent de surveiller toute intrusion; elles permettent aussi une circulation quasi invisible de l'extérieur d'une cité à l'autre

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, le quartier regroupe des populations hétérogènes tant par leur appartenance de classe qui mêlent classes moyennes et classe ouvrière, que par leur trajectoire et origine géographique (Paris, province, pays méditerranéens). La vie sociale était animée et le centre socio-culturel, très fréquenté.

Tandis que le tissu industriel s'effiloche au cours des années 80, les bâtiments vieillissent. Les parties communes se sont progressivement dégradées, boîtes aux lettres et poubelles sont devenues le symbole d'une vie sociale désinvestie. Quant aux caves, l'accès en est désormais interdit aux populations. La SCIC a fait cadenasser les portes d'accès.

Le site se caractérise par son enclavement. Il n'existe aucune liaison de transport en commun ni avec la station de RER Pont-Royal (environ 20 mm à pied) ni avec le centre ville. L'ensemble des voies à grande circulation emprunte le fond de vallée alors que les accès des cités et des équipements collectifs sont situés à flanc de colline. Les pentes importantes rendent difficiles les liaisons entre les différents espaces et les équipements existants dans le quartier.

Le quartier comprend 3498 appartements locatifs et environ 200 logements en co-propriété. Aux immeubles, il faut ajouter 150 pavillons sur le pied sud de la colline et une centaine d'autres vers l'Est (Les Bas Longchamps). Des terrains restent disponibles. Les deux principaux organismes gestionnaires sont la SCIC et l'OPHLM 92; quelques immeubles sont gérés par la SA du Port Galand et l'immobilière 3F.

1.3. Population des Blagis

La population des Blagis est de 11 389 au recensement de 1990. Elle était de 12 800 habitants en 1982, soit une légère diminution, plus rapide toutefois que celle de la ville de Bagneux. La population représente aujourd'hui 30,6 % de la population balnéonaise qui comprend 36 364 habitants alors qu'elle en représentait 31,8 % en 1982. Toutefois, si la population a tendance à baisser, le taux de rotation est peu élevé. La SCI à la Fontaine enregistre un taux de rotation de 10% par année entre 1987 et 1989 tandis que l'OPDLM enregistre pour sa part 7% pour l'année 1990. La population est en partie constituée de noyaux familiaux relativement stables : en 1990, 37% des familles étaient installée depuis 14 ans à la SCI la Fontaine.

La population actuelle du quartier correspond à plusieurs vagues d'installation. Les populations ont été regroupées en fonction de leurs revenus et selon la date d'installation : chaque cité a ainsi son histoire propre. La couche la plus ancienne est issue du XIII^{ème} arrondissement de Paris à laquelle s'est ajoutée une population de province, appartenant principalement à la classe ouvrière (main d'oeuvre des usines automobiles). Une partie de cette population est restée stable, elle habite de façon privilégiée dans les cités des Cuverons et des Brugnants. La population des Tertres est en partie issue des cités de transit de Gennevillier et de Nanterre. Les familles sont souvent nombreuses, et peuvent être considérées comme enracinées, des mariages pouvant créer des liens entre 4 et 5 familles différentes.

Structure démographique

La population est relativement jeune.

Structure démographique de la population

	Les Blagis		Bagneux	
O-24 ans	4.209	37,74%	12.370	34%
25-39 ans	2 961	26,55%	9 822	27%
40-59 ans	2 535	22,73%	8 546	23%
60 ou +	1 448	12,98%	5 665	15,5%

Sources : INSEE 1990

La taille des ménages montre une sur-représentation des familles nombreuses.

Taille des ménages

Taille des ménages	Nom. des ménages	%
total	4 018	100
1 à 2	2 205	54,9
3 à 4	1 302	32,4
5 à 6	511	12,7

Sources : INSEE 1990

Nationalité et origine géographique

La proportion d'étrangers est de 15,5%; elle est plus élevée aux Blagis qu'à Bagneux mais reste néanmoins inférieure à la moyenne des quartiers DSQ (22%). Le recensement de 1982 indiquait une proportion légèrement inférieure soit 14,7%.

Nationalité

Pop. Totale	Français	Etrangers	% Blagis	% Bagneux
11.153	9.422	1.731	15,52	12,6

Sources : INSEE 1990

La proportion des familles d'origine étrangère n'est pas connue. Toutefois une étude de l'inspection académique menée en 1990 pour le projet de Zone d'Education Prioritaire indique un pourcentage d'élèves étrangers, d'origine étrangère ou des DOM-TOM s'élevant à 45% sur l'ensemble des établissements scolaires du DSQ. Il s'agit principalement d'enfant d'origine maghrébine avec un pourcentage variable selon les groupes scolaires, de 71,2% dans le groupe

scolaire Paul Vaillant Couturier à 29,4% à Paul Eluard, les enfants africains représentant dans ce groupe 52% des enfants étrangers ou d'origine étrangère. Cette disparité selon les établissements scolaires rend compte des regroupements selon l'origine dans l'habitat.

Taux de chômage

Le taux de chômage s'élève à 12,57; il est supérieur à celui de la commune (10,16%). Il est d'autre part en augmentation. Il était de 9,7% en 1982.

Taux de chômage

	Blagis	Bagneux
Pop. active	5 632 (50,5%)	18 890 (51,9%)
Pop. ayant un emploi	4 884 (43,8%)	16 853 (46,3%)
Chômeur	705 (12,57%)	1920 (10,16%)

Le nombre des demandeurs d'emploi s'élève à 1612 demandes. Plus d'un demandeur sur deux n'est pas indemnisé.

Les demandes d'emploi

Demandes d'emploi	Bagneux	Blagis
1982	1612	590 (36,5%)
1991	1762	605 (34,5%)

Sources : ANPE 1992

Le sous-emploi est particulièrement élevé et il touche prioritairement des jeunes de moins de 25 ans, soit 334 chômeurs de 16 à 25 ans sur une population de 722 chômeurs dans le quartier des Blagis.

Ressources

Il n'existe pas à notre connaissance d'étude sur les revenus des habitants de Blagis. En 1989, le potentiel fiscal était de 2520 F, la taxe professionnelle de 57 177 800 F et la taxe d'habitation de 30 500 000 F.

31,5% des demandeurs de logement (service municipal) gagnent moins de 7000 F. mensuel (126 ménages sur un total de 400 demandeurs) et 55,75 des demandeurs ont un revenu inférieur à 10 000 F soit 223 ménages.

L'étude du quotient familial des familles dont les enfants fréquentent le restaurant scolaire montrent une sur-représentation des bas revenus dans le quartier sud de Bagneux. L'étude porte sur 1665 familles dont 477 habitant des Blagis. A Bagneux, 34,22% de ces familles ont un revenu mensuel égal ou inférieur à 5 300 F. Aux Blagis, cette proportion se monte à 41,3%.

En novembre 1991, les bénéficiaires du RMI étaient de 381 à Bagneux alors qu'ils sont 124 à Fontenay-aux-Roses, 339 à Antony, 45 à Sceaux et 66 à Bourg la Reine.

1.4. Activités économiques et équipements

À l'exception de l'entreprise de la Thomson, le quartier n'abrite plus aucune activités industrielle. Encore cette entreprise a-t-elle diminué le nombre de ses emplois, les activités de production étant supprimées.

Le tissu commercial est peu important. Petits commerces et artisans sont principalement situés au bas du quartier, près de la RN 20. Trois centres commerciaux avaient été construits. Le centre commercial des Bas Longchamp est désaffecté, celui de la Fontaine-Gefier est selon le diagnostic effectué dans le cadre du DSQ "désuet", et le dernier, le centre commercial de Foche est "confidentiel". Nombre de locaux commerciaux sont aujourd'hui vacants. Les commerces du quartier, peu attractifs, souffrent de la concurrence de grands centres voisins, ATAC et Casino dans le nord de la ville, Leclerc à Bourg la Reine et le Continent à Sceaux.

Le quartier des Blagis souffre particulièrement d'une absence de lieux de rencontre et de socialibilité. Les 3 cafés et l'unique restaurant sont situés dans les Bas-Longchamps près de la RN 20. Les équipements collectifs sont eux-mêmes peu nombreux. Le quartier dispose d'une mairie annexe et d'une halte garderie mais il n'existe ni poste de police, ni clinique ou centres médicaux sociaux, peu d'auxiliaires médicaux et de maisons de quartiers. Le déficit d'équipement est particulièrement sensible pour les jeunes, la MJC est désaffectée. Fin 1991, ont été réalisés par la municipalité les premiers aménagements de terrain permettant des activités sportives, buts de hand-ball et panneaux de basket.

2. Évaluation de l'ampleur du phénomène drogue

Le quartier des Blagis est réputé pour être l'un des quartier les plus touchés par le phénomène de la drogue, et particulièrement par le trafic d'héroïne. S'il n'est pas possible de procéder à une évaluation quantitative du phénomène, trafic et consommation d'héroïne sont bien attestés par les indicateurs suivants :

- **le nombre total des interpellations pour ILS 1992** (OCRTIS) à Bagneux soit **192 personnes interpellées**.

Ce chiffre place Bagneux en troisième position dans le département, derrière Gennevilliers (303) et Asnières sur Seine (264), devant Colombe (179) et Nanterre (167).

- **les domiciliations des personnes interpellées à Bagneux pour ILS 1992** (OCRTIS) : Sur les 188 personnes interpellées à Bagneux dont le domicile est connu, 51 habitent Bagneux, les 137 restant viennent de 52 communes différentes, dont principalement des Hauts de Seine, du Val de Marne, de Paris (arrondissement du sud), des Yvelines, Essonne, Seine et Marne, Val d'Oise.

Sur les 137 personnes interpellées, 132 le sont pour usage : Bagneux est clairement un lieu d'approvisionnement de la banlieue Sud.

- **le nombre d'interpellations concernant l'héroïne** : sur les 192 interpellations effectuées à Bagneux en 1992, 161 concernent l'héroïne, 24 interpellations concernent le cannabis et 7 la cocaïne.

- **le nombre de stéribox vendus par mois** : la vente des steribox est d'environ 800 par mois (2000 stéribox soit 4000 seringues ont été vendues dans les deux premiers mois de lancement de l'opération commencée en septembre 1993). Cette action a été menée par 10 officines sur les 13 que compte la commune et elle ne comprend pas l'ensemble des seringues vendues. La vente des stéribox, comparable à celle de Gennevilliers et de Champigny, est supérieure aux villes avoisinantes : à Ivry par exemple (55 000 h.) 400 steribox sont vendus en moyenne par mois.

- **le nombre des décès de toxicomanes sur la commune par overdoses, suicides et accidents** soit six décès en 1992 et 13 décès dont cinq overdoses en 1993. Les causes de décès en 1993 sont les suivantes : 5 suicides dont deux avec médicaments et trois suicides d'un lieux élevés, deux décès avec armes et un décès par homicide volontaire. 5 overdoses ont été comptabilisées en 1993 (données provisoires).

Par mesure de comparaison, le département des Hauts de Seine a comptabilisé 30 overdoses en 1992.

Ces cinq indicateurs font de Bagneux un lieu de trafic et de consommation d'héroïne, dont les modalités plus précises seront discutées ci-après en confrontant les différentes sources d'information.

Ces indicateurs portent sur l'ensemble de la ville de Bagneux. Le quartier des Blagis est généralement considéré comme hautement spécialisé dans le trafic d'héroïne, mais l'analyse des interpellations par cité ne permet pas de distinguer Les Blagis du reste de la commune : en ce qui concerne les produits incriminés, l'héroïne est dominante, au nord comme au sud de la commune. Toutefois le quartier des Blagis reste le plus actif. Sur les 139 interpellations effectuées par les polices urbaines en 1992, 79 ont été effectuées dans le quartier des Blagis.

3. Usages de drogue et profil des consommateurs

3.1. Pour une évaluation du nombre des consommateurs

Si l'existence du trafic n'est pas contestée, la consommation d'héroïne d'habitants du site est nettement moins visible ; quelques uns de nos interlocuteurs ont paru douter de cette consommation. Ceux qui laissent leurs seringues dans les espaces communs ou sont surpris au moment où ils consomment sont toujours, selon les rumeurs, des habitants des autres cités, venus s'approvisionner à Bagneux. Les données fournies par les services de police (interpellations pour usage) et les informations qui ont pu être recueillies auprès des services socio-éducatifs (Club de prévention, service jeunesse), des professionnels de santé (médecins généralistes) et enfin des centres de soins spécialisés en toxicomanie (Chimène à Issy-les-Moulineaux et la Clinique Liberté à Bagneux) attestent bien de la consommation sans qu'il soit néanmoins possible d'en évaluer l'ampleur.

Des chiffres sont parfois avancés, de cinquante à trois cent selon les partenaires. Ces chiffres sont construits à partir des toxicomanes connus des services sanitaires et sociaux. Il s'agit le plus souvent de toxicomanes marginalisés dont la toxicomanie est ancienne (entre six et dix ans de toxicomanie). On ne peut toutefois en déduire qu'il n'existe pas de jeunes usagers de drogue (16-22 ans); au contraire, ces usages sont attestés, même s'il est impossible d'en évaluer l'ampleur. Mais ces usages restent secrets aussi longtemps que possible. Se reconnaître comme toxicomane, c'est s'exposer au double risque de sanctions pénales et d'exclusion sociale. Ceux qui se présentent comme toxicomanes dans les services sont aussi ceux qui n'ont plus rien à perdre, leur toxicomanie a déjà été identifiée aussi bien par leurs proches que par les services de police. Aussi les plus jeunes comme les plus insérés se défendent-ils d'être des toxicomanes même s'ils ont recours au produit.

Les seules données quantitatives existantes sont les données fournies par les services de police, soit les interpellation pour usage. Au total, 60 usagers de drogues et usagers-revendeurs balnéonais ont été interpellés en 1992 dont 40 interpellés à Bagneux même et 20

dans un autre site, dans différents quartiers de Paris tout d'abord soit 8 interpellations, ou dans les villes voisines, Cachan (1) Chevilly la Rue (1), Fontenay aux Roses (4) Crespin (2), Nanterre (1). Parmi les personnes interpellées, les usagers d'héroïne sont relativement peu nombreux : 30 usagers et 1 usager-revendeur ont été interpellés pour cannabis et 28 pour usage d'héroïne.

Interpellation des usagers de drogue domiciliés à Bagneux

Drogues	Usager/revende	Usage	Total
Cann.	1	30	31
Cocaïne		1	1
Héroïne	6	22	28
Total	7	53	60

Sources : OCRTIS 1992

Les usagers de drogue balnéonais peuvent ainsi être amenés à s'approvisionner dans une ville différente aussi bien en cannabis qu'en héroïne. Pour ce qui concerne le cannabis, les toxicomanes interrogés par nous prétendent qu'il est difficile de s'en procurer sur la ville. Quant à l'héroïne, les raisons qui peuvent conduire un toxicomane à s'approvisionner ailleurs que dans leur cité peuvent être de deux ordres : ce choix peut être lié à la nécessité de protéger sa réputation dans sa cité. A Bagneux, comme dans la plupart des villes de banlieue parisienne où nous avons pu enquêter, les toxicomanes ont mauvaise réputation et la toxicomanie est tenue secrète aussi longtemps que possible. Le choix de s'approvisionner ailleurs peut également être lié aux mauvaises relations avec les trafiquants locaux. La plupart du temps, les toxicomanes les connaissent bien : ce sont leurs voisins, leurs cousins ou leurs camarades de classe avec lesquels ils entretiennent des relations d'échange de nature diverse. Lorsque les relations sont bonnes, les toxicomanes balnéonais ne s'approvisionnent pas dans la rue mais dans les appartements et la consommation reste peu visible. Les toxicomanes sont amenés à s'approvisionner ailleurs que dans leur cité lorsque les relations avec les trafiquants locaux se sont dégradées. Les interpellations dans les autres sites que Bagneux peuvent aussi être attribuées à une activité de revente qui n'a pu être identifiée.

Il n'existe pas de données sanitaires et sociales chiffrées sur les toxicomanes à Bagneux. Jusqu'en septembre 1993, il n'existait pas de centre de soin spécialisés en toxicomanie à Bagneux, le centre le plus proche étant celui de Chimène, situé à Issy Les Moulineaux. Environ 45 patients résidants à Bagneux avait consulté ce centre en 1991. Il s'agit principalement d'usagers d'héroïne. Les services sanitaires, sociaux et éducatifs de la ville sont amenés à prendre en charge quelques héroïnomanes, soit environ une dizaine par an dans chacun des Clubs de prévention, Club-Relais, et Vis avec Nous. Les services municipaux, services jeunesse et CCAS connaissent un nombre à peu près équivalent de toxicomanes. Les toxicomanes connus des services sont précisément ceux qui sont rejetés et marginalisés ; ils sont souvent relativement âgés (28 à 40 ans), polytoxicomanes (consommation médicamenteuse, codéine, alcool), polytoxicomanie qui indique en partie qu'ils sont exclus des réseaux de revente d'héroïne. Les toxicomanes les plus actifs sont mieux connus des médecins généralistes. Cinq d'entre eux ont une file active allant de 5 à 25 patients. Il s'agit de patients suivis pour leur toxicomanie, demande de soin relativement récente - même si quelques patients sont suivis depuis près de dix ans - et dont les médecins constatent l'augmentation.

3.2. Profil des consultants de la Clinique Liberté

Centre de soins pour toxicomanes, la Clinique Liberté a reçu son premier patient le 26 octobre 1993. De novembre 1993 à février 1994, le centre a reçu 170 toxicomanes dont 27 balnéonais. Le profil des toxicomanes qui ont consultés à la clinique est lié d'une part aux modalités d'accès au service, d'autre part à la nature de l'offre de soin. Les toxicomanes qui se sont adressés à la Clinique ont été antérieurement en contact avec le système de soin, soit dans le cadre de cures hospitalières, soit de services de soins spécialisés à l'exception de 5 d'entre eux (sur 27). Les toxicomanes ont été adressés aux services majoritairement (11 sur 27) par des médecins généralistes informés de l'existence du service par le biais des réseaux ville-hôpital et du travail interpartenariat. Il s'agit donc de toxicomanes suivis hors du système de soin spécialisé et demandeurs de soin. A ce titre, la file active de la clinique ne prétend nullement représenter l'ensemble des usagers de drogue de la ville.

L'analyse des dossiers donnent les informations suivantes :

- **sexe** : la file active comprend sept femmes et dix hommes. Les femmes sont légèrement sur-représentées au regard des recherches épidémiologiques et statistiques de service. Cette sur-représentation peut être liée au mode de recrutement des patients suivis par des médecins généralistes.

- **âge** : l'âge moyen des consultants est de 31 ans. Les âges se répartissent comme suit :

Âge des consultants

20-24	25-29	30-34	35-39	40-41
1	9	10	4	3

La moyenne d'âge des consultants est très élevée et doit être en partie attribuée au type de service offert. Les traitements de substitution sont en effet destinés à des patients dont la toxicomanie est ancienne et qui sont en échec dans le système de soin classique. Cet âge doit être mis en relation avec l'ancienneté de la toxicomanie.

- **durée de la toxicomanie** : la durée moyenne de la toxicomanie des consultants est de 11 ans.

Durée de la toxicomanie

Date	1971-1975	1976-1979	1980-1984	1987-1988
Durée	20 à 23	19 à 15	10 à 14	6 à 7
Nb patients	4	3	13	7

Clinique Liberté

Les premières toxicomanies remontent au début des années 1970, de 1971 à 1974. La majorité des patients ont commencé à consommer de l'héroïne entre 1980 et 1982 (9 patients). Sept patients ont commencé à consommer de l'héroïne en 1988. Ces données sont comparables à celles de l'ensemble des patients de la clinique Liberté (170 patients) : 1987-86 semble bien avoir été un moment d'extension de la consommation d'héroïne dans le sud du département alors que les années 1985-87 sont peu mentionnées dans les dates de début.

Produits consommés : les patients consultants à la Clinique Liberté sont des consommateurs d'héroïne, toutefois cinq seulement signalent une consommation exclusive de ce produit. Outre le cannabis, les patients ont recours de façon régulière aux anxiolytiques, somnifères et tranquillisants ainsi qu'aux différents types de produits de substitution (principalement codéine et temgésic). La consommation d'alcool est signalée pour six d'entre eux. Enfin sept toxicomanes ont eu récemment des périodes de consommation intensive de cocaïne, injectée pour six d'entre eux. Deux consultants a fait état d'une consommation régulière de cocaïne base (crack).

Statut sérologique : 10 patients sont séropositifs, 15 sont séronégatifs mais le test peut avoir été effectué une seule fois, il y a trois/quatre ans. 2 résultats ne sont pas connus.

Situation familiale : relativement âgés, les consultants vivent pour la moitié d'entre eux en couple, 7 en union libre et 6 sont mariés, 9 ont des enfants. 11 sont célibataires et 3 sont divorcés. Les célibataires sont le plus souvent logés chez leurs parents; un couple habite à l'hôtel et un patient est sans domicile fixe.

Ressources : 13 patients ont un travail salarié avec les qualifications suivantes : opératrice de saisie, cuisinier, chef de bureau d'étude, secrétariat, chauffeur-livreur (3), comptable, artisan. Le nombre de RMI est élevé, il est lié à l'âge. Le plus souvent, il s'agit de personnes sans qualification.

Ressources financières

Travail intermit.	travail ASSEDIC	chômage AAH/SS	RMI	pension	autres régulier
7	3	4	8	3	2

Clinique Liberté

3.3. Synthèse des données existantes sur le profil des toxicomanes

Les données de la Clinique Liberté sur le profil des consommateurs ont été confrontées à celles qui nous ont été communiquées par les différents services : polices et gendarmerie, Club de prévention, médecins généralistes, Service Jeunesse.

Nous en proposons la synthèse suivante :

- **âge et durée de la toxicomanie** : l'âge des toxicomanes se situe majoritairement entre 20 et 30 ans pour ce qui concerne les personnes interpellées. Parmi les patients des médecins généralistes et de la clinique Liberté, certains sont plus âgés (30 à 45 ans), la consommation d'héroïne remontant au début des années soixante-dix. La grande majorité des usagers a commencé sa consommation d'héroïne au début des années 80. Au milieu des années 80 (1985-87), on constate peu de nouveaux consommateurs mais la consommation semble repartir en 1988. Il existe également des consommations de jeunes adultes (20-22 ans), signalées à des médecins généralistes par leurs parents et même quelques mineurs. Le dernier accident mortel dû à l'usage d'héroïne concernait un garçon de 18 ans. 3 mineurs ont été interpellés par la PU jusqu'en septembre 1993 et 3 mineurs sur 1992.

Les âges de début de la toxicomanie les plus souvent cités sont entre 16 et 18 ans. Il existe aussi des consommations plus tardives dont le trafic peut fournir l'opportunité.

- **sexe** : sur 1992, 22 femmes ont été interpellées par les PU sur 132. Les femmes sont également peu nombreuses dans la clientèle des centres de soins et professionnels de santé. Il arrive parfois que les partenaires des toxicomanes consomment elles aussi de l'héroïne mais cette consommation peut être occasionnelle et ne pas nécessiter de prise en charge. Les femmes plus que les hommes tiennent à garder leur consommation secrète, réputation et protection étant en étroite interaction. Quoiqu'il en soit, il semble bien que les femmes soient moins nombreuses que les hommes.

- **nationalité et origine** : les statistiques de police donnent une sur-représentation des étrangers soit sur 132 consommateurs interpellés à Bagneux, 100 sont de nationalité française. Les nationalités étrangères les plus fréquentes sont le Portugal, le Maroc et l'Algérie. Les professionnels de santé et éducateurs signalent souvent l'origine étrangère des patients (principalement Maghreb).

- **emploi** : l'ensemble des intervenants évalue à environ la moitié les toxicomanes ayant un emploi. Les toxicomanes sont le plus souvent considérés comme appartenant à des familles disposant de faibles revenus par les intervenants sanitaires et sociaux comme par les services répressifs, police et gendarmerie. L'étude de quelques trajectoires de toxicomanes patients des médecins généralistes et de la clinique Liberté indiquent toutefois une grande diversité de situation au regard de l'emploi et de la catégorie socio-professionnelle, les classes moyennes étant également représentées, artisans, commerçants, instituteurs, secrétaires, etc., en particulier pour ceux qui habitent la zone pavillonnaire. Les toxicomanes habitant les cités occupent surtout des emplois non qualifiés tels que chauffeur-livreur, manutentionnaires et sont à ce titre représentatif de la population générale de la cité.

-ressources financières et consommation d'héroïne : Outre les revenus liés à l'emploi, certains toxicomanes sont au RMI ou touchent l'Allocation Adulte Handicapée. Nombre de toxicomanes même âgés continuent d'habiter chez leurs parents. Le travail du conjoint est également une des ressources des toxicomanes.

La consommation d'héroïne paraît toutefois difficilement entretenue par les revenus liés à l'emploi ou aux transferts sociaux, pour ce qui concerne du moins les consommations quotidiennes. Le recours à des pratiques illégales est donc nécessaire. Pour ce qui concerne les toxicomanes que nous avons rencontrés, vols, braquages, utilisation de carnets volés ont été reconnus comme sources de financement alors qu'aucun de ces toxicomanes ne s'est reconnu comme trafiquant. Le produit peut toutefois être échangé contre des services liés au trafic, surveillance, protection physique des trafiquants, informations sur l'activité des services (police, municipalité) ou du trafic dans d'autres cités, vente de produits de coupe etc. Le refus des toxicomanes de se reconnaître comme trafiquant peut être attribué aux risques pénaux encourus et la stigmatisation ; mais il rend compte également d'un processus de "professionnalisation" du trafic : selon les toxicomanes, le trafic, y compris la revente directe est de plus en plus fréquemment effectué par des personnes n'utilisant pas de drogues.

Mode de consommation et trajectoire des toxicomanes : les toxicomanes qui consultent sont très majoritairement des consommateurs d'héroïne. Ils peuvent aussi être consommateurs de médicaments psychotropes, surtout benzodiazépines. C'est le cas particulièrement de ceux qui ont effectué des cures en milieu hospitalier ainsi que de ceux qui ont été incarcérés.

La consommation de cocaïne est également attestée ; elle est proposée dans les rue de Bagneux au même titre que l'héroïne. Son usage est le plus souvent occasionnel et n'est pas nécessairement signalé aux soignants dans la mesure où il n'est pas considéré comme problématique. Quelques héroïnomanes connaissent également des périodes de consommation intensive de cocaïne qu'ils injectent. Nous ne savons pas s'il existe à Bagneux des consommateurs exclusif de cocaïne. La cocaïne base (cailloux ou crack) est connue mais les toxicomanes s'en procurent à Paris. L'ecstasy n'est pas ou peu consommée dans ce quartier.

Nous ne connaissons pas les modes de sociabilité des toxicomanes. Il ne semble pas exister aujourd'hui de lieux collectifs de consommation (caves, squat ou appartements). Dans les lieux publics, la consommation se fait furtivement, à une ou deux personnes. Du moins pouvons-nous affirmer qu'il existe un milieu qui permet la circulation de l'information nécessaire à l'approvisionnement : lieux, heures de distribution, qualité des produits. Ceux qui "braquent" les toxicomanes (un des dangers qui menace les toxicomanes) ou ceux qui les arnaquent finissent par être identifiés, le milieu secrétant ses modes de protection. Au-delà du réseau d'inter-connaissance dont l'étendue détermine la capacité à se fournir, les toxicomanes qui ont consultés à la clinique semblent fonctionner avec une ou deux relations privilégiées, avec lesquelles l'information, voire les produits peuvent être partagés. L'appartenance à des bandes n'a pas été mentionnée par les patients mais la clientèle de la Clinique est relativement âgée, de 28 à 45 ans.

4. L'organisation du trafic

L'ampleur du trafic dans le site des Blagis rend nécessaire une organisation dont les effets ont pu être constatés mais dont les modalités peuvent difficilement être comprises de l'extérieur du milieu.

La définition même du "milieu" est problématique : doit-on considérer que le trafic de drogue s'est constitué en milieu spécifique ? Les relations commerciales obéissent-elles aux logiques d'échange du monde des cités, ou bien une culture spécifique au trafic de drogue est-elle en voie de constitution ? Ces règles sont-elles spécifiques suivant les réseaux d'appartenance, en particulier d'appartenance ethniques ? Quels sont les liens avec le milieu plus traditionnel ? ces questions exigeraient d'abord une connaissance de l'univers culturel des cités qui fait défaut. L'évolution très rapide de la structure même du marché est un handicap supplémentaire. Nous transmettons ici les informations que nous avons pu recueillir, sachant qu'elles ne permettent nullement une compréhension des logiques à l'oeuvre.

En termes de résultats, les trafiquants parviennent à fournir chaque jour une clientèle qui se compte apparemment en centaines, de 100 à 300 personnes deux fois par jour selon les toxicomanes interrogés et les observateurs directs, pharmacienne du site, gardiens. Cette clientèle est fournie en un temps record de 1/2 heure à une 1 heure, deux fois par jour, au moment de l'enquête (sept-octobre 1993) selon tous nos informateurs, services de police, gardiens et toxicomanes. Les lieux de revente ne sont pas permanents : le trafic passe de la cité du Dr Schweitzer à celle de l'Abbé Grégoire, d'Henri Barbusse à la cité des Pervenches et l'information parvient aux toxicomanes de passage venus s'approvisionner.

4.1. Les lieux du trafic

Les lieux d'interpellations peuvent être considérés comme un indicateur indirect de l'activité des quartiers en matière de trafic. Les lieux de 155 interpellations sont identifiés. Des cités comme la cité des Pervenches (23 interpellations), l'Abbé Grégoire (13 interpellations), les Tertres (11 interpellations), la cité du Dr Schweitzer (11 interpellations) étaient particulièrement actives du moins jusqu'à l'été 1993. Toutes les personnes interrogées, partenaires sociaux, services de police, habitants, toxicomanes, décrivent un déplacement constant du trafic d'une cité à l'autre dans le sud, mais aussi depuis deux ou trois ans, d'un quartier de la ville à l'autre. Le nord de Bagneux, réputé pour être un lieux de délinquance plus traditionnelle ou de trafic de haschich durant les années 80 semble aussi s'être partiellement reconverti dans le trafic d'héroïne.

Les témoins les plus directs du trafic, gardiens d'immeuble, pharmaciens, éducateurs constatent une différenciation des lieux de trafic et de consommation. Sur les lieux de trafic, il ne semble pas qu'il y ait de consommation, l'échange se fait le plus rapidement possible, les toxicomanes ne traînent pas dans la cité et on n'y ramasse pas de seringues. Les plus pressés vont s'injecter le produits dans les immeubles voisins.

4.2. produits, origine, quantités, prix

Le produit le plus vendu aux Blagis est actuellement l'héroïne. Il s'agit d'une héroïne blanche, considérée par les consommateurs comme un produit de bonne qualité. La cocaïne est également disponible, les trafiquants de rue proposant l'un ou l'autre produit aux clients de passage. Par contre, les usagers se procurent beaucoup plus difficilement du cannabis, non seulement aux Blagis mais aussi dans le nord de Bagneux, converti progressivement au cours de ces trois dernières années dans le trafic d'héroïne. Les manifestations de violence qu'a connues le quartier Nord en 1992 et 1993 sont certainement liées à cette extension.

- prix

Selon la PU et la Gendarmerie, le gramme se vend 800 à 1200 F. selon la qualité. Dans la rue, la dose peut être de 100 F. à 200 F. (de 1/8 à 1/4 de gr). Les cinq grammes peuvent coûter 2500 F. soit 500 F. le gramme. Il semble possible de se procurer un gramme d'héroïne pour 500 F. à l'unité.

- origine

L'origine de l'héroïne est principalement l'Asie du Sud-Est. On ne connaît pas son trajet. Au dire des toxicomanes, l'héroïne vendue à Bagneux proviendrait d'une même origine, les différences entre les revendeurs devant être attribuée aux produits de coupe effectuée à Bagneux même.

- quantités saisies

Indicateur indirect des quantités : les saisies. La grande majorité des saisies porte sur des doses. Selon les toxicomanes, le trafic de rue se fait du 8^{ème} de gramme aux cinq grammes. En juillet 1993, les Polices Urbaines ont saisi 120 doses d'héroïne en seule saisie dans le nord de Bagneux (Cité des Pervenche). Une saisie effectuée par la PJ en 1992 s'est montée à 1kg. Elle témoigne de l'importance du trafic.

Saisies Bagneux

Drogue	Saisie(Nb)	Quantités(gr)	Numéraire
Cann. Her.	1	12	0
Cann. Res.	15	381	0
Cocaïne	5	41	0
Héro. origin.	35	75	9600
Héro Sud-E	1	1050	0
Total	57	1559	9600

Sources : OCRTIS 1992

4.3. Les réseaux de revente

C'est le point sur lequel les informations sont les plus obscures. Les partenaires sociaux, Club de prévention, Service jeunesse, décrivent une organisation relativement structurée, avec à la tête quelques trafiquants, peu nombreux et qui seraient connus de tous, de longue date. Le terme "famille" est souvent utilisé et les personnes interviewées mentionnent de trois à sept "familles" connues. Cette longévité des trafiquants fait peser le soupçon, fréquemment évoqué par les professionnels de proximité, habitants et toxicomanes, de balance ou de corruption.

De ces trafiquants dépendent des revendeurs. Le nombre de ces revendeurs connus des toxicomanes puisqu'ils sont chargés de la vente directe au consommateurs serait d'une cinquantaine selon le Service Jeunesse. Rien n'indique toutefois que le nombre soit stable, et que cette fonction, la revente, puisse être considérée comme un emploi. Les revendeurs sont-ils salariés pour cette tâche ou bien doivent-ils eux-mêmes acheter le produit aux trafiquants ? Dans certains cas, les revendeurs semblent bien être propriétaires de leur produits et la revente peut être vécue sur le mode du coup qui peut permettre par exemple d'acheter une voiture ou de rembourser une dette. Un coup de deal de 200 g. nous a été cité, finançant l'achat d'une voiture et le départ en vacance d'un jeune qui ne se considère pas comme trafiquant. D'après les toxicomanes, ces revendeurs sont de moins en moins souvent des usagers de drogues. Signalons toutefois que les revendeurs interpellés à Bagneux en 1992 sont plus fréquemment des usagers-revendeurs (9 interpellations en 1992) que de simple revendeurs (3 interpellations).

Personnes interpellées à Bagneux

Drogues	Traf. Int.	Traf. Loc.	Revente	Us/Rev.	Usage Total
Cann.	0	0	1	23	24
Cocaï.	0	0	0	7	7
Héroï.	11	3	8	139	161
Total	11	3	9	169	192

Sources : OCRTIS 1992

D'autres fonctions sont rattachées au trafic et tout d'abord celle de guetteur. Selon le Club de prévention et la gendarmerie, il s'agirait de jeunes enfants, âgés de 10 à 12 ans mais cette fonction peut aussi être remplie par des toxicomanes. Les prix cités apparaissent très variables, de 50 à 150 f. la garde, jusqu'à 1200 F./jour. Un toxicomane interviewé par nous était payé trois grammes par jour pour deux surveillances d'une heure chacune, correspondant aux deux moments de vente par jour.

La fonction de passeur peut également être tenue par des mineurs de moins de 18 ans. Il peut s'agir de transport de fonds ou de produits, les revendeurs ne portant jamais plus qu'une dose sur eux. Mais il peut exister encore d'autres fonctions, telles que rabatteur ou encore la gestion des flux de clientèle, afin que le trafic se déroule en temps limité, ces fonctions pouvant être remplies par des toxicomanes.

4.4. L'impact des services de police sur le trafic

L'organisation du trafic est directement liée à l'action des services de police. Son organisation actuelle est relativement récente. Jusqu'en 1990, le trafic était continu, il se déroulait en particulier de nuit, dans la cave des Tertres, devenu une espèce de supermarché de la drogue. La présence permanente de toxicomanes et la concentration a fini par mobiliser les habitants qui ont sollicité une intervention répressive. Une descente de gendarmes a mis fin à ce trafic ouvert. Le trafic est devenu moins visible, plus mobile et aussi mieux organisé. Il s'est étendu sur de nouveaux territoires. Des cités jusque là épargnées se sont converties au trafic d'héroïne. Le Club-Relais, Club de prévention cite ainsi une des cités qui s'est convertie au trafic après que les caves des Tertres aient été fermées. Un jeune a servi de relais, et les revendeurs se sont multipliés dans l'immeuble. Les éducateurs ont pu identifier dans la cité près d'une dizaine de trafiquants, qui ont fourni, outre les toxicomanes venus des autres cités, des jeunes habitants de la cité, dont près d'une quarantaine se seraient mis à consommer de l'héroïne au cours des trois dernières années.

Autre effet de la répression du trafic de rue, la tendance à la spécialisation ou professionnalisation du trafic. Les usagers de drogues sur lesquels portent particulièrement la répression sont de moins en moins investis dans le trafic confié à des revendeurs non consommateurs, les mineurs effectuant les tâches visibles dans la rue, transport de produit ou de numéraire.

Si la répression a un effet direct sur l'organisation du trafic, qui, pour être plus secret doit être mieux structuré, elle ne semble avoir que peu d'impact sur la disponibilité des produits. Héroïne et cocaïne sont aujourd'hui facilement accessibles, relativement bon marché et de bonne qualité. Après une intervention répressive, les revendeurs sont parfois en quête de leur clientèle mais les toxicomanes parviennent aisément à se fournir. Telle est du moins la description que nous en donnaient aux mois de décembre 1993 et janvier 1994, les toxicomanes que nous avons interviewés.

Cette mobilité du trafic et des lieux de consommation est évaluée très différemment selon les partenaires. S'il paraît clair qu'elle permet d'éviter les grosses concentrations de toxicomanes, qu'a connues la cité des Tertres jusqu'en 1991, elle est aussi vécue comme alimentant un sentiment d'insécurité chez les habitants. Certes, la demande des habitants porte d'abord sur la visibilité du phénomène. A ce titre, la consommation de drogue est signalée comme plus troublante que le trafic, les seringues jetées, les toxicomanes surpris en train de s'injecter des drogues ou encore malades heurtent particulièrement gardiens et familles. Le trafic peut être plus facilement ignoré, tant qu'il est contenu du moins. Son implantation au sein même des logements implique une complicité relativement élargie, des gardiens aux enfants, qui doit être prise en compte.

5. Sentiment d'insécurité, délinquance et drogue

5.1. Habitants, trafiquants et usagers

Les relations entre trafiquants, habitants et usagers font l'objet de rumeurs aussi nombreuses que le trafic lui-même. Sont décrites également des relations de complicité ou de peur. Au regard d'autres quartiers de la banlieue parisienne, le quartier des Blagis peut être considéré comme un quartier tranquille. Il y a peu de plaintes au commissariat, nettement moins selon le commissaire qu'à Montrouge ou Châtillon. Vols et braquages ou du moins plaintes au commissariat sont relativement peu fréquents. Les discours tenus par les habitants du quartier La Fontaine témoignent de la présence du trafic. Les discours vont de "Ici, c'est comme ailleurs, il y en a bien sûr, mais pas plus qu'ailleurs " à "nous, on a les dealers, c'est pour ça qu'on est riche. C'est malheureux mais c'est comme ça". La consommation est quelquefois attribuée à la rumeur : "moi, je n'ai jamais vu de seringue, je n'ai jamais vu de gens se piquer" mais le trafic semble mieux établi : "on est dans notre propre cité et on est obligé de faire le tour de la cité pour rentrer chez soi. On les dérange dans leurs affaires". La conclusion est générale : "le deal, c'est à ciel ouvert, ici".

Face au trafic, les réponses apparaissent diverses. La complicité est souvent citée : les dettes de loyer sont peu nombreuses, et cela bien que la SCIC ait décidé de ne plus accepter l'argent liquide en paiement des loyers. Les partenaires sociaux mentionnent souvent la complicité des familles mais aussi parfois celles des voisins, dont les dettes pourraient être effacées. Les organismes gestionnaires reçoivent parfois des pétitions qui dénoncent une famille comme trafiquante. Reste à élucider les motivations précises de ces lettres qui ne semblent pas s'attaquer "à ceux que tout le monde connaît" et que dénonce, sans les nommer la rumeur.

En 1991-92, après la descente d'une compagnie de gendarme, des habitants des Tertres semblent s'être organisés pour chasser trafiquants et toxicomanes restant ; ceux-ci sont devenus quasi invisibles et dans l'ensemble, le quartier des Blagis se signale plutôt par son calme, au contraire de Bagneux nord qui, cet été, a été le théâtre d'un affrontement sur les questions de drogue, un conflit qui est interprété aujourd'hui, par la municipalité comme par le commissariat comme un conflit de bandes rivales.

5.2. Violence, délinquance et règlements de compte

Dans l'attitude des habitants, la peur est aussi mentionnée. Une histoire de déféstration nous a été racontée par les gardiens d'immeuble lors d'une séance de formation. Les décès de toxicomanes signalent bien une précipitation d'un lieu élevé en 1992 et trois suicides d'un lieu élevé en 1993. Les règlements de compte sont signalés par nombre de nos interlocuteurs : Club Relais, PU, gardiens. Outre les morts (1 avec arme à feu, 1 homicide volontaire en 1993), des accidents évoquent le règlement de compte, telle les brûlures de la main au chalumeau ou l'acide.

Les trafiquants sont réputés pour être armés ; des armes ont de fait été trouvées par la PJ en 1991 ainsi que par la gendarmerie soit 7 fusil à pompe et 1 revolver lance-fusée, 12 cartouches calibre 38 spécial et 29 cartouches calibre 12. Toutefois, les armes les plus fréquentes restent les armes blanches et les trafiquants se protègent les uns les autres en sortant groupés. En 1992, la PU a comptabilisé 14 infractions à la législation des armes et 9 jusqu'en septembre 1993.

À l'exception des infractions à la législation des stupéfiants, le taux de la délinquance à Bagneux n'apparaît pas particulièrement élevé. Les vols à main armée, agressions sont peu nombreux, même si on compte trois homicides en 1993. Les délits les plus fréquents sont les vols à la roulotte et les vols de véhicule. En outre les agressions et cambriolages sont en diminution.

Délits constatés 1992-93

Faits constatés	1992	(jusqu'en sept.)1993
cambriolages	165	129
vol à la tire	38	37
voitures volées	193	114
vol à la roulotte	458	233

Sources : PU 1992-1993

La délinquance la plus fréquente est une petite délinquance de mineurs dont le lien avec la toxicomanie est estimé à 50 % par les R.G. d'Antony et de 30 à 40% par les gendarmes. En matière de recel, la police urbaine a procédé à 35 interpellations pour 39 affaires, dont trois personnes ont été écrouées. Le sentiment d'insécurité ne peut être attribué au nombre de faits constatés. Ceux-ci connaissent une baisse de 5,4% de 1992 à 1993 avec un taux de délinquance de 58,56 pour 1000 habitants.

Les données spécifiques au quartier des Blagis marquent plus nettement encore cette prééminence des délits liés à la drogue. Le taux de délinquance y est de 30 pour mille habitants, donc inférieur à la ville dans son ensemble.

Délits sur le quartier des Blagis

délits liés à la toxicomanie	79 interpellations
Vol avec violence	12 faits constatés
Vol à la roulotte	102 faits constatés
taux de délinquance	30/1000 habitants

Sources : Données fournies par le CCPD en 1993

5.3. La ville face à la drogue et à la toxicomanie

La mobilisation des partenaires sociaux face à la drogue et à la toxicomanie s'est effectuée progressivement. Educateurs, médecins, pharmaciens, travailleurs sociaux, directement confrontés tant au sentiment d'insécurité de la population qu'aux toxicomanes eux-mêmes, s'engagent chaque jour davantage dans des actions de prévention de la toxicomanie et du sida. Les deux Clubs de prévention de la ville jouent, à différents titres, un rôle pionnier, soutien à la réinsertion de jeunes toxicomanes, soutien et mobilisation de leur entourage. Les professionnels de santé, médecins généralistes et pharmaciens, constituent aujourd'hui un élément - ressource fondamental. L'action steribox est menée avec la participation de dix pharmaciens sur les treize que compte la ville. Les médecins généralistes qui se sont engagés dans le soin de toxicomanes sont plus nombreux que dans les autres villes de la banlieue sud. Ils accueillent une clientèle rejetée de tous.

Depuis 1991, la ville de Bagneux dispose d'un dispositif territorial de prévention des conduites urbaines déviantes dont dépend la commission toxicomanie. C'est dans cette commission inter partenariale que s'élaborent actions de prévention secondaire et tertiaire de la ville.

Le comité Balnéonais de prévention pour la santé, financé par la ville, assure une permanence téléphonique, Drogue Info Service, à l'écoute des habitants, enfants, parents, toxicomanes. Entre le 1^{er} juin 1992 et le 31 janvier 1993, 674 appels ont été reçus, dont 76% proviennent de l'entourage, famille et proches du toxicomane. Cet organisme participe également aux actions menées en direction des quartiers en collaboration avec Inter-Med Assistance, association médicale qui effectue des permanences mobiles dans différents quartiers de la ville.

Dans le quartier des Blagis, un collectif anti-drogue regroupe les associations du quartier et intervient en direction de la population générale et de la population scolaire. La prévention scolaire est un des axes privilégiés de l'intervention. Différentes actions d'information, interventions de Théâtre and Co, et concertations ont été organisées dans les établissements de la ville, un Comité d'Environnement Social regroupant l'ensemble des établissements depuis 1992.

Depuis octobre 1993, la ville a accueilli un dispositif de soin aux toxicomanes, la Clinique Liberté, qui, avec une offre de soin aux toxicomanes lourds, doit permettre de compléter le dispositif d'intervention.

Si la demande première des habitants de la ville est bien une demande de sécurité, les demandes d'aide sont tout aussi pressantes. Y répondre de façon plus collective et plus solidaire, telle est la voie où s'engagent aujourd'hui les services et professionnels de la ville.

Ce nouvel engagement exige de se confronter aux réalités de terrain. C'est à ce titre que les personnes, habitants, professionnels de proximité, toxicomanes, et les services, services de police, de gendarmerie, de justice, services et équipements de la ville, services sanitaires et socio-éducatifs ont accepté de participer à cette enquête. Qu'ils soient ici remerciés.